

## Etude prospective Adour 2050

Compte-rendu du Comité Technique du mercredi 24 mai 2017

Rapport de phase 1

à Pau, Université de Pau et des Pays de l'Adour

---

*La liste des personnes présentes et excusées est disponible en annexe à la fin du document.*

### Ordre du jour

L'ordre du jour portait sur les 4 points suivants :

- Bref rappel du travail de paramétrage du modèle
- Discussion du rapport de phase 1
- Propositions pour le prochain COPIL et la réunion publique
- Présentation de la suite de la démarche : phases 2 et 3

Ce comité technique est le dernier de la phase 1 de l'étude prospective Adour 2050. Il fait suite aux réunions ayant permis l'identification du système de variables (30 variables réparties en 6 thématiques), aux ateliers de concertations, à la présentation du scénario climatique, à la sélection du scénario tendanciel et au travail de modélisation des impacts des scénarios climatique et tendanciel sur la ressource en eau.

### Bref rappel du travail de paramétrage du modèle

L'Institution Adour rappelle que l'étude prospective s'appuie sur un modèle permettant de déterminer les impacts des différents scénarios sur les ressources en eau. Le travail est réalisé à l'échelle des sous-bassins hydrographiques, afin de tenir compte des pressions et des usages spécifiques à chacun. Les paramètres ont ainsi fait l'objet d'une pondération permettant de traduire les effets de ces pressions et usages. Un exemple d'exercice de pondération est présenté.

Les participants remarquent que la pondération diffère peu d'un bassin à l'autre et s'interrogent sur la pertinence de l'exercice. En effet, un type de pression (par exemple le déficit pluviométrique) peut être déterminant dans l'explication des évolutions du critère quantitatif : il aura alors une pondération élevée pour tous les bassins. Mais un autre type de pression peut être fort variable d'un bassin à l'autre (par exemple la pression de prélèvement liée aux pratiques d'irrigation qui ne sont pas homogènes sur le territoire).

Il est rappelé qu'au-delà du travail de pondération, qui permet de rendre le modèle plus réaliste vis-à-vis du territoire, c'est la notation des différents paramètres et indicateurs en fonction des scénarios qui va faire varier les résultats du modèle.

### Discussion du rapport de phase 1

ACTeon présente l'architecture du rapport. Les chapitres 1 à 4 ont déjà été présentés lors de précédentes réunions. Il est rappelé que les évolutions décrites dans le scénario tendanciel s'appuient à la fois sur un travail bibliographique (consigné dans des fiches variables) et sur un travail de concertation avec les acteurs du territoire (ateliers de phase 1).

Au chapitre 5.1, la conclusion du scénario tendanciel résume un peu trop le « bon état des masses d'eau » à un critère d'hydromorphologie. Il convient d'aller plus loin dans l'analyse.

Le changement climatique n'est pas intégré dans la présentation du scénario tendanciel (chapitre 5.1). En effet, la description du scénario met en avant les autres facteurs influençant l'évolution du territoire (contexte économique, choix politiques, croissance démographique, ...). Le croisement avec le changement climatique fait l'objet de l'analyse des impacts présentés aux chapitres 5.2 et 5.3. Ce point mériterait d'être mieux expliqué dans le rapport.

D'une manière générale, il est demandé que les aspects climatiques soient mieux croisés et mis en avant dans l'ensemble des rendus car c'est l'origine et le cœur de l'étude.

Le cotech souhaiterait également que le système « Adour et côtiers basques » et ses spécificités ressortent dans les scénarios et l'analyse qui en est faite. En l'état, on a l'impression que cela pourrait s'adapter à n'importe quel territoire alors que l'objectif de l'étude est bien de mettre en exergue les enjeux « eau » pour le bassin de l'Adour et des côtiers basques à l'horizon 2050.

ACTeon présente d'abord les impacts du scénario tendanciel sur les ressources en eau à travers les 4 critères :

- Non respect du DOE
- Qualité biochimique
- Etat des milieux
- Risque inondation

Les impacts sont exprimés en relatif par rapport à la situation actuelle. La notation est visualisable sous forme d'une matrice ou de cartes.

Le Cotech souhaite qu'une attention particulière soit portée à la terminologie utilisée pour faciliter la compréhension et éviter que les cartes puissent être sorties de leur contexte. Par exemple, il est demandé que « risque de non-respect du DOE » devienne « Evolution du risque de non-respect du DOE ».

Les participants réagissent à la représentation cartographique. Celle-ci pourrait induire en erreur et donner l'impression que tout va bien sur le territoire et que tout ira bien en 2050 en poursuivant les tendances actuelles. Le fait qu'il s'agisse d'une notation 'en relatif' est difficile à appréhender. Le code couleur n'est peut-être pas approprié pour traduire l'urgence à agir. Il y a un risque de démobilisation des acteurs du territoire. De plus, la carte des évolutions ne rend pas compte des différences d'état actuel entre les territoires et des menaces sur la ressource en eau, et donne davantage une impression d'homogénéité. Les cartes peuvent être sorties de leur contexte si la comparaison avec l'état initial n'est pas faite.

Il est souhaité que la représentation cartographique fasse figurer :

- L'état actuel des ressources en eau pour chacun des 4 critères
- L'évolution du critère par sous-bassin sous la forme d'un pictogramme (flèche colorée)

Les éléments clés du scénario tendanciel et / ou climatique à l'origine du résultat cartographique doivent être énoncés clairement.

Il est également demandé des cartes de vulnérabilité du territoire.

Sur la figure 25, la baisse des pressions besoins/usages sur les côtiers basques est affirmée de façon trop tranchée, le propos doit être nuancé. La baisse de population affichée sur le secteur aval est une erreur.

Le tableau 6, récapitulatif des sorties du modèle, doit être rappelé au début de chaque paragraphe décrivant le critère.

Le critère inondation est celui qui pose le plus question. Une vigilance importante est à avoir sur le discours et l’affichage « crues ». Il est demandé que soit précisé à chaque fois qu’il s’agit de crues **décennales**. Les submersions marines, bien que hors-sujet de l’étude Adour2050, ne doivent pas être occultées : une mention dans le rapport ainsi qu’une figuration sur la cartographie sont à ajouter pour les côtiers basques. La hausse du niveau marin aura également un impact sur les crues fluviales, notamment lors des grandes marées.

Pour les événements de crues extrêmes, qu’il n’est pas possible d’intégrer au modèle faute de données, un chapitre dédié permettrait de décrire les crues extrêmes passées et d’apprécier qualitativement leur évolution. Le ressenti des populations touchées par ces inondations de grande ampleur ne peut être occulté. L’Observatoire de l’Eau du Bassin de l’Adour propose de transmettre les données répertoriant les crues localisées sur la bassin de l’Adour et des côtiers basques.

Les projets mis en place actuellement pour l’atténuation des inondations doivent être valorisés pour démontrer leur efficacité, ressentie dans le modèle, quant aux crues décennales.

D’une manière générale, il convient de faire ressortir la vulnérabilité des territoires aux événements extrêmes.

Il est rappelé qu’il avait été demandé de modifier le terme « événements extrêmes » de la fiche 03 (ex : tableaux p14 et 15).

ACTeon présente les impacts socio-économiques sur le territoire d’étude.

Une prise de recul est jugée nécessaire afin de :

- Sortir de l’analyse sectorielle et aller vers d’avantage d’intégration entre les différents usages et pressions, permettant de faire ressortir les conflits potentiels
- Passer d’une analyse généraliste globale pour apporter d’avantage d’éclairages sur les spécificités et enjeux propres à chaque sous-territoire = territorialiser pour retrouver le « système Adour »

Sur les impacts économiques, il est demandé de :

- Faire mention des éventuelles difficultés de remplissage des retenues existantes (et donc à fortiori celles à construire) / du risque à venir lié à des difficultés accrues ?
- Rappeler la vulnérabilité de l’aquaculture face à l’augmentation de la température de l’eau
- Préciser les coûts associés à la transition entre des activités tournées vers la neige en moyenne montagne, vers des activités plus diversifiées et moins dépendantes de l’enneigement
- Evaluer le manque à gagner des activités nautiques en cas de niveaux trop faibles dans les cours d’eau

Sur les impacts socio, il est demandé de :

- Donner un éclairage sur la qualité des eaux de baignade
- Mieux décrire les conflits d’usage potentiels (ex. : conflit d’usage potentiel lié au déplacement des prélèvements agricoles de surface vers les nappes ?)
- Evaluer la faisabilité et l’acceptabilité du scénario tendanciel (exemple des retenues de substitution)
- Sectoriser les impacts socio-économiques, préciser ce qui s’applique à tout le territoire et ce qui ne s’applique que sur une partie (zonage littoral / plaine / montagne par exemple)

Il est fortement regretté que le travail préalable sur la bibliographie n’ait pas été utilisé.

### Propositions pour le prochain COPIL et la réunion publique

Le prochain COPIL se tiendra le 22 juin 2017. Le COPIL ne s’est pas réuni depuis plus d’un an. Le COTECH a donc jugé prématuré d’aborder les critères d’admissibilité des scénarios alternatifs. Le COPIL visera à présenter le déroulé de la phase 1 (ateliers, outil de modélisation), le scénario climatique, le scénario tendanciel et (si possible) son évaluation.

Mais un COPIL supplémentaire est souhaité fin septembre pour aborder la question des critères d'admissibilité. Le COTECH juge que les critères d'admissibilité doivent être débattus après les ateliers de construction des scénarios alternatifs, afin de ne pas orienter les choix des participants mais disposer d'un spectre large de scénarios possibles.

La synthèse pédagogique n'a pas été remise. La réunion publique doit être reportée à début septembre, avant les ateliers de concertation de la phase 2.

L'Agence de l'eau Adour-Garonne informe qu'un « Forum de l'Adour » se tiendra le 27 septembre à Mont-de-Marsan. Il vise notamment à présenter les actions financées par l'Agence de l'eau dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'Eau. Il aura aussi pour objectif de présenter le plan d'adaptation au changement climatique du bassin Adour-Garonne. Un éclairage sur Adour2050 y est prévu.

### **Présentation de la suite de la démarche : phases 2 et 3**

ACTeon présente les actions à réaliser dans le cadre de la phase 2 « élaboration et choix des scénarios admissibles » et de la phase 3 « élaboration des pistes d'adaptation ».



## **Annexe 1 : liste des personnes présentes et excusées**

### **9 personnes étaient présentes :**

Marie BAREILLE - Institution Adour, SAGE Adour Aval  
Sandrine BUTRUILLE – Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées  
Mathilde CHAUSSECOURTE – Institution Adour  
Floriane DYBUL – Institution Adour, SAGE Adour Amont  
Caroline HUVETEAU – Communauté d’Agglomération Pays Basque  
Stéphanie LANUSSE – Conseil Départemental des Pyrénées Atlantiques, Direction de l’Environnement  
Véronique MABRUT – Agence de l’Eau Adour Garonne, Délégation de Pau  
Véronique MICHEL – Institution Adour, SAGE Midouze  
Philippe REGNACQ – Observatoire de l’Eau du Bassin de l’Adour

### **Prestataire**

Maïté FOURNIER - ACTéon

### **Excusé(e)s :**

Marion FOURNIER – Syndicat Mixte des Gaves d’Oloron, Aspe, Ossau et de leurs affluents  
Jean-Luc GIBERT – Grand Dax  
Frédérique LEMONT – Conseil Départemental des Landes  
Grégory MINVIELLE – SIGOM  
Henri PELLIZZARO – SIGP / SMBGP  
Raphaël ROY – SIGOM  
Hélène SAZATORNIL – Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves